

À l'attention de la direction de l'information

Communiqué de presse

Affaire Villanueva : Un groupe de personnalités demande une rencontre urgente avec le premier ministre

Montréal, le 19 mai – En point de presse devant les bureaux du premier ministre Jean Charest à Montréal, un groupe de personnes¹ provenant de divers milieux ont manifesté leur grande inquiétude sur la suite qui est donnée aux événements dramatiques survenus à Montréal-Nord en août 2008 au cours desquels, par balles policières, Fredy Villanueva est mort et deux de ses amis ont été blessés, dont un gravement. Ils ont également rendu publique une lettre demandant au premier ministre de les rencontrer le plus rapidement possible.

Dans cette lettre, les signataires rappellent au premier ministre Jean Charest que son « gouvernement s'est abstenu de retenir des accusations à l'encontre des policiers. En contrepartie, il s'était engagé à faire toute la lumière sur ces événements dans le cadre d'une enquête où il fallait « aller au fond des choses » et à procurer aux victimes les ressources nécessaires pour qu'elles participent à l'exercice. Rien de tout cela ne s'est matérialisé. Au contraire, le ministre de la Sécurité publique a imposé le cadre rigide d'une enquête du coroner que le coroner ad hoc lui-même a interprété en ne donnant aucune garantie d'ouverture lors de l'audition des requêtes préliminaires. Au surplus, le ministre est revenu sur son engagement à fournir aux familles les ressources nécessaires afin qu'elles soient valablement représentées à l'occasion de l'enquête. Leurs moyens sont infimes et d'aucune manière comparables à ceux octroyés par les fonds publics aux policiers impliqués.

« Dans ces conditions, il apparaît évident que la famille Villanueva, les autres victimes et leurs familles ne participeront pas à l'enquête. Ce faisant, loin d'assainir la situation, nous avons

¹ Warren Allmand, Rachad Antonius, Gabriel Bazin, Richard Bergeron, Françoise David, Nicole Filion, Julius Grey, Louise Harel, Amir Khadir, Gérald Larose, Georges Le Bel, Luck Mervil, Thomas Mulcair, Dan Philip, Gilles Trudeau.

l'intime conviction que l'opération du ministre de la Sécurité publique va plutôt l'alourdir, ajoutant à la perception de graves injustices commises à l'endroit des minorités (profilage racial, surreprésentation des minorités dans le système judiciaire, surreprésentation des minorités à titre de victimes de tirs mortels de policiers, etc.) la certitude que les autorités feront toujours tout pour les nier. Monsieur le premier ministre, nous nous répétons, nous sommes inquiets.

« L'enquête, telle que dessinée, ne permettra pas d' « aller au fond des choses » comme le souhaitent la population en général et celle de Montréal-Nord en particulier. Elle n'est ni ouverte, ni transparente et susceptible de ne générer que suspicion. Une véritable commission d'enquête publique s'impose avec un mandat large et des moyens appropriés pour les familles ainsi que les jeunes témoins des événements, de telle sorte que le débat soit porteur de coopération et de solutions durables.

« Monsieur le premier ministre, la situation à Montréal-Nord est fragile. Par la présente, nous sollicitons une rencontre pour vous expliquer notre point de vue. Nous souhaitons vivement que vous preniez position afin qu'une véritable enquête ait lieu, de telle manière qu'elle contribue à la paix, à la justice et à la cohésion sociale. »

Renseignements : Thomas Chiasson-Le Bel : 514-849-7717, pt 424 ou 514-715-7727.